

Marché de prestations intellectuelles

Réhabilitation-extension du palais de Justice de Perpignan

ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'ACQUISITION ET LA MISE EN PLACE DU MOBILIER

Mars 2025

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
1 CHAPITRE I : GENERALITES	3
Article 1 : Objet du marché	3
Article 2 : Définition des intervenants	4
Article 3 : Pièces constitutives du marché	5
Article 4 : Obligations de confidentialité	5
2 CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS	6
Article 5 : Exécution du marché	6
Article 6 : Délais d'exécution et pénalités	8
3 CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT	10
Article 7 : Prix	10
Article 8 : Modalités de règlement	11
4 CHAPITRE IV: DIVERS	12
Article 9 : Assurances	12
Article 10 : Arrêt de l'exécution du marché	13
Article 11 Dispositions relatives au travail dissimulé.	13
Article 12 : Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés	14
Article 13 : Résiliation du marché	14
Article 14 : Règlements des différends	15
Article 15 : Exclusivité – conflits d'intérêts	15
Article 16 : Dérogations aux documents généraux	15

Article 1 : Objet du marché

1.1. ELEMENTS DE CONTEXTE ET PRESENTATION DE L'OPERATION

L'opération consiste en la réhabilitation et l'extension de l'actuel Tribunal Judiciaire de Perpignan, dit Palais Arago, situé dans le centre historique de la ville, dans le secteur « Saint-Mathieu ». Le projet vise à regrouper sur un même site la Cour d'Assises, la Cour criminelle départementale et le Tribunal Judiciaire.

À ce jour, il est envisagé la réalisation d'une extension neuve de 9 000 m² SDP (surface de plancher) de construction neuve, et la réhabilitation des 3 300 m² SDP de l'existant, pour atteindre une SDP globale d'environ 14 500 m². Le projet comportera des espaces publics (salles d'audience, salle des pas perdus, ...), des espaces sécurisés (geôles, ...), des espaces tertiaires et des espaces logistiques.

L'opération est de type « ex Loi MOP ». La durée prévisionnelle du marché de maîtrise d'œuvre est de 80 mois, dont environ 32 mois de travaux hors Opérations Préalables à la Réception (OPR), et hors Garantie de Parfait Achèvement (GPA) de 14 mois.

Le présent marché a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative au suivi et au contrôle du projet mobilier de la maîtrise d'œuvre, à l'estimation quantitative des besoins du projet en termes de mobilier, à l'acquisition du mobilier n'étant pas spécialement conçu dans le cadre des marchés de travaux, au pilotage des différents marchés de fourniture de mobilier, et à la mise en place de ce mobilier dans le futur palais de Justice.

Dans le futur palais de Justice, une partie du mobilier sera directement conçue par la maîtrise d'œuvre. Il s'agira d'une partie du mobilier fixe faisant intrinsèquement partie du projet architectural et qui nécessite une fabrication spécifique (tables de justice, barre, mobilier des salles d'audiences et de la salle des pas perdus...). La définition précise de ce mobilier spécifique sera affinée au fur et à mesure de l'avancement du projet mobilier de la maîtrise d'œuvre. Ce faisant, la réalisation du mobilier fixe à dimension architecturale sera confiée à l'entreprise générale de travaux, et donc inscrite dans son marché travaux.

L'autre partie du mobilier fixe, identifiée le cas échéant par la maîtrise d'ouvrage, sera comprise dans les commandes passées aux fournisseurs de mobilier. Ces commandes seront pilotées par l'AMO mobilier et concerneront des éléments de mobilier fixe non prévu dans le marché de travaux, ainsi que l'ensemble du mobilier non-fixe, y compris celui provenant de la RIEP (Régie industrielle des établissements pénitentiaires) qui pourra fournir le mobilier courant des espaces tertiaires. Le cas échéant, le mobilier RIEP sera à considérer comme un lot mobilier à part entière. La mission de l'AMO pour ce lot mobilier est globalement identique à celle conduite pour les autres marchés.

1.2. MISSIONS CONFIEES AU TITULAIRE DU MARCHE

La mission de l'AMO décrite ci-dessous a pour objet de :

1. Suivre et contrôler le projet mobilier de l'équipe de maîtrise d'œuvre, et d'identifier les éventuels ajustements des besoins définis initialement dans le programme mobilier de l'opération et la charte de mobilier ;
2. Elaborer les cahiers des charges techniques pour la consultation des marchés de fourniture de mobiliers et accompagner la maîtrise d'ouvrage dans leur sélection ;
3. Assister la maîtrise d'ouvrage pour la livraison et la mise en place du mobilier fixe et non-fixe dans le nouveau palais de Justice, à l'exception de celui dont la conception relève du marché de travaux.

Le détail des prestations est indiqué à l'article 5.1 du présent CCAP.

1.3. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations décrites dans ce marché se dérouleront principalement à Perpignan, tout particulièrement pendant la phase de suivi de la mise en place du mobilier. Pendant les phases d'étude de conception, le candidat pourra être ponctuellement amené à se rendre au Kremlin-Bicêtre dans les locaux de la maîtrise d'ouvrage, ou à Paris dans les locaux de la maîtrise d'œuvre. Le cas échéant, la mise en place de visioconférence pourra être envisagée en fonction des attentes de la maîtrise d'ouvrage.

Les éventuels frais de déplacement seront compris dans l'offre du candidat, qui ne pourra exiger de rémunération supplémentaire à ce titre.

1.4. PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent accord-cadre, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

Article 2 : Définition des intervenants

2.1. LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage et pouvoir adjudicateur est la personne morale définie comme telle à l'acte d'engagement (Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – APIJ). Il est usuellement appelé « maître d'ouvrage » ou « pouvoir adjudicateur ». Son représentant est M. le Directeur Général de l'APIJ.

Afin d'assurer une bonne coordination sur le projet du maître d'ouvrage, celui-ci est représenté par un chef de projet et un directeur de programme.

Le maître d'ouvrage est domicilié en son siège social situé en Ile-de-France.

2.2. LE MAITRE D'ŒUVRE

Il s'agit d'un marché public de maîtrise d'œuvre en application du livre IV du code de la commande publique relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Il a pour objet la conception et le suivi de la réalisation du projet de réhabilitation-extension du palais de Justice de Perpignan.

La maîtrise d'œuvre de l'opération a été confiée au groupement constitué par :

- AAVP (architecte mandataire),
- AIRES MATEUS (architecte associé),
- TOPONYMY (paysagiste),
- ANTEA GROUP (bureau d'études désamiantage, démolition, et géotechnique),
- OTE INGENIERIE (bureau d'études structure, fluides, thermique, SSI, VRD, OPC),
- OTEIS (bureau d'études environnementales et réemploi),
- ATELIER ROUCH (bureau d'études acoustiques),
- QUADRI CONSEILS (bureau d'études exploitation-maintenance),
- CRONOS CONSEIL (bureau d'études sûreté sécurité),
- ATELIER 59 (atelier de création de signalétique),
- BMF (économiste de la construction) ;

Ce groupement est chargé d'une mission de base étendue à des missions complémentaires (mission coordination SSI, d'élaboration et de suivi des travaux du système de signalétique-information, de réalisation de la maquette BIM et BIM Management, de préparation de l'exploitation et de la maintenance, d'ordonnancement, pilotage et coordination) dont l'accompagnement à la définition, au choix et à l'implantation du mobilier non-fixe.

2.3. TITULAIRE

Le titulaire est défini à l'acte d'engagement.

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter les intervenants prévus dans sa proposition tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au présent marché.

En cas de changement de la personne physique, par dérogation à l'article 3.4.3. du C.C.A.G. PI, le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 3.4.3 du C.C.A.G. PI.

L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement finalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur adressée au titulaire.

Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus, pour lui proposer une autre personne physique. A défaut, ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplacement, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39.1 du C.C.A.G./PI.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau remplaçant désigné pour le remplacer ou lui succéder.

Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

Article 3 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- **Pièces particulières (par ordre décroissant de priorité) :**
 - l'acte d'engagement, référencé "AE" dénommé ci-après et dans les autres pièces du marché « acte d'engagement », et son annexe
 - le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.
 - le Cahier des clauses administratives particulières (CCTP) ;
 - La décomposition du prix global et forfaitaire ; le marché étant passé à prix global et forfaitaire elle n'aura de valeur contractuelle que pour les prix unitaires servant à la rémunération de prestations modificatives ou supplémentaires ;
 - le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences contenues dans les pièces ci-dessus.
- **Pièces générales :**
 - le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini en première page de l'acte d'engagement,

Article 4 : Obligations de confidentialité

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf accord exprès du Maître d'ouvrage ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché sauf accord exprès du Maître d'ouvrage ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché sauf accord exprès du Maître d'ouvrage ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instructions contraires du Maître d'ouvrage ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 6 du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

2 CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 5 : Exécution du marché

5.1. CONTENU DES MISSIONS

Les prestations confiées au titulaire se décomposent en 4 missions détaillées ci-après et dans le CCTP :

- **Mission 1** : Analyse du projet mobilier de la maîtrise d'œuvre, de ses ajustements par rapport au programme mobilier de l'opération, et évaluation quantitative et financière des différents lots de mobiliers (y compris RIEP, le cas échéant) ;
- **Mission 2** : Elaboration des cahiers des charges techniques des différents marchés de fournitures de mobilier (possibilité de faire plusieurs lots) (y compris RIEP, le cas échéant) ;
- **Mission 3** : Assistance dans la sélection des fournisseurs (y compris RIEP, le cas échéant) et des mises au point des marchés et commandes (en lien étroit avec la maîtrise d'œuvre) ;
- **Mission 4** : Assistance pour la livraison, la réception et la mise en place du mobilier dans le cadre des différents marchés de fourniture de mobilier (y compris RIEP, le cas échéant).

Les livrables de toutes les missions sont fournis en format informatique natif (DWG, Word, Excel, etc.) et PDF. Le cas échéant, un exemplaire papier au format adéquat selon l'échelle pourra être demandé.

Le contenu de ces missions est détaillé dans le CCTP du présent marché.

5.2. MODALITES D'EXECUTION

Le démarrage de la mission 1 est déclenché à compter de la notification du marché.

Les missions 2, 3, 4 seront démarrées par ordre de service.

5.3. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

L'APIJ mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation de l'étude dès la notification du présent marché.

Il sera notamment fourni au titulaire du présent marché les documents suivants :

- le programme mobilier de l'opération définissant : les objectifs en matière de qualité d'usages, d'ergonomie, de conformité et de développement durable, les caractéristiques générales du mobilier fixe et mobile par zone et par type de local ;
- le projet d'architecture sous forme des plans (au format .dwg) ;
- les éléments produits par le maître d'œuvre au titre de sa mission sur le mobilier (sous forme de notes, perspectives schématiques et plans au 1/50) ; la « charte de mobilier » conçue par la maîtrise d'œuvre, notamment illustrée de plans et de perspectives schématiques ;
- le document « Ergonomie des postes de travail spécifiques des palais de justice », qui explicite les exigences générales de la maîtrise d'ouvrage en matière d'ergonomie, ainsi que les exigences spécifiques pour certains postes de travail (ex : Accueil, Permanence du parquet, Poste de contrôle et de sécurité, etc.) ;
- le cas échéant, le périmètre et le référentiel du mobilier fourni par la RIEP.

5.4. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

A la fin de chacune des missions, le titulaire fournira les documents mentionnés au CCTP ainsi qu'un document de synthèse de déroulement de sa mission en format numérique.

5.5. CONNAISSANCE DES CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- Avoir apprécié les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir examiné toutes les indications des documents du dossier de consultation, s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes, et avoir obtenu, le cas échéant, tous les renseignements complémentaires auprès du pouvoir adjudicateur.

5.6. DELAIS DE VERIFICATION

La décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis telles que requis au titre des éléments définis au sein de la DPGF doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 2 mois à compter de la date de l'accusé de réception par l'APIJ du document ou avis à réceptionner.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, en cas de demande de modifications du pouvoir adjudicateur des documents rendus par le titulaire, le titulaire dispose d'une semaine, sauf délai supérieur mentionné dans la demande, pour reprendre son étude et remettre sa nouvelle étude.

L'absence de validation du maître d'ouvrage dans le délai précité ne vaut pas validation tacite.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le titulaire n'est pas informé des jours et heures fixés pour les vérifications.

5.7. DECISIONS

L'achèvement de chaque mission par le titulaire fera l'objet d'une décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents prise dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI, par le représentant du maître de l'ouvrage, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. Cette validation peut être donnée par tout moyen.

Article 6 : Délais d'exécution et pénalités

6.1. GENERALITES

Les délais d'exécution de chaque mission et, pour certaines d'entre elles, de chaque élément de mission sont indiqués ci-dessous.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI si le pouvoir adjudicateur constate la survenance d'événements faisant obstacle à l'exécution de sa mission dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par celui-ci et notifiée au titulaire

Le tableau ci-après fixe, pour les principaux éléments de mission, des délais (en semaines ou jours calendaires), leurs points de départ et les montants des pénalités en cas de retard, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI.

Les pénalités citées ci-dessous sont applicables au titulaire sans mise en demeure préalable ni invitation préalable du titulaire à présenter ses observations, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Les pénalités peuvent se cumuler, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Le tableau ci-après fixe, pour les principaux éléments de mission, des délais (en semaines ou jours calendaires), leurs points de départ et les montants des pénalités en cas de retard.

Elément de mission	Délais	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard
Toutes les missions		En cas d'absence à une réunion ou un entretien. Délai de convocation : 7 jours calendaires.	50 € HT par absence
Reprises d'étude ou complément d'étude (en cas d'ajournement ou de rejet des prestations)	10 jours	A compter de la notification de la décision d'ajournement	50 €HT par jour calendaire
Mission 1			

Rapport d'analyse des rendus de la phase AVPS	1 sem.	A compter de la date de remise des documents par le MOA	100 €HT par jour calendaire
Rapport d'analyse des rendus de la phase AVPD	2 sem.	A compter de la date de remise des documents par le MOA	100 €HT par jour calendaire
Rapport d'analyse des rendus de la phase PRO	2 sem.	A compter de la date de remise des documents par le MOA	100 €HT par jour calendaire
Fiches « locaux »	2 sem.	A compter de la date de remise des documents par le MOA	100 €HT par jour calendaire
Mission 2			
CCTP des différents lots de mobiliers	2 sem.	A compter de la date de remise des documents par le MOA	100 €HT par jour calendaire
Grilles d'analyse des candidatures et des offres	1 sem.	A compter de la date de remise des documents par le MOA	100 €HT par jour calendaire
Mission 3			
Rapport d'analyse des offres	2 sem.	A compter de la date d'ouverture des plis contenant les offres	100 €HT par jour calendaire
Mise au point des marchés : Compte rendu de réunion	3 j.	A compter de la date de la réunion	50 €HT par jour ouvrés
Mise au point des commandes	1 sem.	A compter de la demande du MOA	100 €HT par jour calendaire
Mission 4			
Planning des livraisons	2 sem.	A compter de la demande du MOA	100 €HT par jour calendaire
Suivi de la levée des réserves		Selon le planning établi avec le fournisseur et le MOA	100 €HT par jour calendaire
Validation des factures	1 sem.	A réception des factures des fournisseurs	100 €HT par jour calendaire
Rapport d'inventaire	1 sem.	A compter de la demande du MOA	100 €HT par jour calendaire
Divers			

En cas de non-respect de la fréquence hebdomadaire des inspections de chantier ou une fréquence adaptée aux besoins du chantier et définie par le MOA	300€ par manquement constaté
En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 11 du présent CCAP	300 € par constat
Cas où le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail	1000 € par situation irrégulière constatée
En cas de non-respect des obligations contractuelles de confidentialité détaillées à l'article 4 du présent CCAP	500 € par manquement
En cas de dissimulation ou non déclaration dans le délai précisé à l'article 4 du présent CCAP de tout incident touchant aux obligations de confidentialité	500 € par jour calendrier de retard

(*) En cas de manquement aux obligations rappelées au présent CCAP, le pouvoir adjudicateur mettra parallèlement en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

Absence de déclaration changement de domiciliation bancaire du titulaire :

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

3 CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT

Article 7 : Prix

7.1. CONTENU DES PRIX

Le prix du marché est global et forfaitaire. Il est établi hors TVA.

Le prix fixé au marché rémunère toutes les prestations intellectuelles et toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché, y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Le prix du marché est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des mesures et des dispositifs destinés à assurer le respect des obligations de confidentialité définies à l'article 4 ci avant.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération de la part de tiers dans le cadre des missions qui lui seront confiées au titre du présent marché.

7.2. VARIATION DES PRIX

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précisé en première page de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois zéro ou encore « mois m0 ».

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

La périodicité de révision des prix suit celle des acomptes.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index d'ingénierie I publié bulletin officiel du ministère en charge de l'Ecologie et du développement durable.

La révision est effectuée par application au prix d'un coefficient donné par la formule :

$$C=0,15 + 0,85 (Im-4/Io-4)$$

dans laquelle Io-4 et Im-4 sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement quatre mois avant le mois zéro et quatre mois avant le mois au cours duquel les prestations sont exécutées.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

7.3. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Conformément aux articles 259, 279, 296 et 298 du Code Général des Impôts, la taxation sur la valeur ajoutée (T.V.A) s'appliquera au lieu de situation de l'ouvrage immobilier à réaliser, à savoir la France métropolitaine.

Article 8 : Modalités de règlement

8.1. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire du présent marché, et à ses sous-traitants éventuels et, au prestataire mandataire et à ses cocontractants en cas de groupement.

8.2. AVANCE

Sans objet.

8.3. ACOMPTES

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes mensuels.

Toutefois, les acomptes correspondront pour chaque phase, au plus, à 80% du montant du forfait de la phase indiqué dans l'acte d'engagement. Le solde de chaque phase de la mission pourra être versé à l'issue des vérifications et après décision du pouvoir adjudicateur.

Les éléments de chaque mission feront l'objet de paiements partiels définitifs qu'après achèvement total de chaque phase et réception par le maître d'ouvrage telle que précisée au CCAG-PI.

8.4. PAIEMENT DU TITULAIRE

8.5. DECOMPTE PERIODIQUE

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors TVA.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,

- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire,
 - d) les pénalités et réfections éventuelles,
 - e) l'incidence de la T.V.A.,
 - f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes a), b), c), d) et e) ci-dessus.
- Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, aucun acompte ne sera notifié au titulaire du marché.

8.6. SOLDE

Après exécution des prestations de la dernière phase, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de solde, dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur vérifie la demande de paiement finale et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réfections.

8.7. TRANSMISSION DES ACOMPTES

La demande d'acompte est établie par le titulaire dans EDIFLEX. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors T.V.A.

La facture comporte obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom du prestataire ;
- Nom et numéro de l'opération : PJ PERPIGNAN – 2013-00038 ;
- Désignation de la ou des missions concernées ainsi que des prestations réalisées correspondant au montant facturé ;
- La date de facturation ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises ;
- Votre SIRET.

8.8. DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours maximum, à compter de leur réception.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires selon la réglementation et au taux en vigueur.

4 CHAPITRE IV: DIVERS

Article 9 : Assurances

9.1. RESPONSABILITES

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

9.2. ASSURANCES

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile, autre que décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

Le titulaire fait son affaire des conditions de garantie de ses sous-traitants. Il demeure garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des insuffisances de ses sous-traitants.

Les éventuelles franchises figurant dans ses polices ne sont en aucun cas applicables au pouvoir adjudicateur.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit à la plateforme en ligne E Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Article 10 : Arrêt de l'exécution du marché

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'APIJ se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des 4 phases (missions) définies au marché, celles-ci étant assimilées à des parties techniques au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue au présent CCAP emporte résiliation du marché sans indemnité.

Article 11 Dispositions relatives au travail dissimulé.

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité

- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit à la plateforme en ligne E Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Article 12 : Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

Article 13 : Résiliation du marché

13.1. . RESILIATION DU FAIT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 37 à 40 du CCAG-PI

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application de l'article 41.2.2.4 du CCAG-PI, pour la partie résiliée, est fixé à 1%.

13.2. RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis conformément aux articles R. 2143-3, R.2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique, le marché sera résilié pour faute du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

Le marché peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail, après mise en demeure notifiée par écrit au titulaire de présenter ses observations dans un délai de quinze jours et restée sans effet.

13.3. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire,

Article 14 : Règlements des différends

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable dans le cadre de l'article 43 du CCAG-PI.

A défaut, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Melun.

Article 15 : Exclusivité – conflits d'intérêts

Le titulaire du marché et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du groupement titulaire, s'engagent, sous peine de résiliation à leurs torts, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution du marché, toute situation ou tout événement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent marché, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et/ou leur politique commerciale.

Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire et ses cotraitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire ou ses cotraitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire ou ses cotraitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire ou ses cotraitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire ou ses cotraitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout accord commercial que le titulaire ou ses cotraitants, détient ou envisage auprès des sociétés candidates à la consultation pour l'attribution des marchés de fourniture pour le mobilier.

Article 16 : Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.

○○○

Fin de document